



NOTICE D'ACCOMPAGNEMENT DE L'ANNEXE AU FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE RESPECT DES REGLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE PSN 2023_2027

Objet de l'annexe au formulaire de demande d'aide

La présente notice précise le cadre et le contenu de l'annexe au formulaire de demande d'aide réservée aux bénéficiaires soumis au respect des règles de la commande publique, qui ont déposé une demande pour l'obtention d'une aide FEADER, notamment :

- L'Etat et ses établissements publics ;
- Les collectivités territoriales et les établissements publics locaux ;
- Les organismes qualifiés de droit public (OQDP) ;
- Les organismes de droit privé mandataires d'un organisme soumis au code de la commande publique.

Elle se base sur le code de la commande publique et sur des exigences liées à une demande de financement européen.

Remarque : le bénéficiaire d'une subvention devra remplir un autre formulaire concernant le respect des règles de la commande publique au stade de la demande de paiement, une fois le marché exécuté.

L'annexe concerne tous les marchés publics notamment :

- Les marchés dispensés de publicité et de mise en concurrence
- Les marchés à procédure adaptée (MAPA)
- Les marchés en procédure formalisée

Elle doit être renseignée lors de la demande d'aide FEADER par le demandeur qui y précise les données relatives aux marchés prévus ou déjà lancés. Elle comporte des renseignements nécessaires au service instructeur chargé de vérifier à la fois le respect des règles de la commande publique et le caractère raisonnable des coûts.

I- Information concernant le demandeur de la subvention FEADER

Vous devez renseigner votre statut au regard de la commande publique : maître d'ouvrage public, Organisme Qualifié de Droit Public (OQDP) ou autre (à préciser).

Zoom sur les OQDP :

Un organisme de droit privé tel qu'une association loi 1901, par exemple, peut être qualifié d'« Organisme Qualifié de Droit Public », selon la directive européenne 2014/24.

En conséquence, cet OQDP est obligatoirement soumis aux règles de la commande publique.

Cette qualification est analysée par l'autorité de gestion du PDR et confirmée par le service instructeur au moment de l'instruction de la demande d'aide ou, le cas échéant, lors des échanges préalables à la demande. Elle est valable pour une année.

Pour information, **une structure peut être qualifiée OQDP** sur présentation de justificatifs¹ au service instructeur **si elle cumule les 3 conditions suivantes :**

¹ Dans le cas général : récépissé de déclaration en Préfecture, statuts de la structure, composition des organes de gouvernance, bilan et comptes de résultats de l'année n-1

- a- créée pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel et commercial ;
- b- dotée de la personnalité juridique ;
- c- soit financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur (=acheteur public), soit ayant une gestion contrôlée par un pouvoir adjudicateur, soit réunissant au sein de son organe d'administration, de direction ou de surveillance plus de la moitié de membres désignés par un pouvoir adjudicateur.

II- Informations concernant les marchés passés dans le cadre de l'opération liée à la demande de subvention FEADER

A : Les dépenses qui sont hors champs d'application du code de la commande publique. :

La dépense doit en effet être effectuée dans le cadre d'un contrat qui répond à la définition de contrat de la commande publique : contrats conclus à titre onéreux par un ou plusieurs acheteurs publics avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services (Article L2 CCP).

Certaines dépenses sont exclues de fait car ne constituent pas un marché.

Ainsi, ne peuvent pas être définis comme des marchés publics (Article L1100-1 du Code de la Commande Publique) les contrats ou conventions ayant pour objet :

- Les contrats de travail ;
- Des transferts de compétences ou de responsabilités entre acheteurs ou entre autorités concédantes, en vue d'exercer des missions d'intérêt général sans rémunération de prestations contractuelles ;
- Les subventions définies à l'article 9-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- L'occupation domaniale.

B : Les marchés exclus de la commande publique :

Certains marchés sont exclus de tout type de procédure liée aux marchés publics au titre des articles L.2511-1 à L.2511-6 ou L.2512-1 à L.2513-5 du code de la commande publique (anciens articles 14,17 et 18 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015) :

- les contrats exclus (ancien article 14 de l'ordonnance);
- les contrats de quasi-régie (ancien article 17 de l'ordonnance)
- les contrats de coopération entre pouvoirs adjudicateurs dans le domaine des services publics (ancien article 18 de l'ordonnance)

C : Les marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence :

-Pour les marchés suivants, passés sans publicité ni mise en concurrence, le caractère raisonnable des coûts sera contrôlé sur la base de pièces estimatives (cf. annexes marchés publics) :

- Les marchés inférieurs au seuil de dispense de procédure* de l'article R2122-8 du code commande publique ;

Le seuil de dispense* de procédure pour l'ensemble des acheteurs au code est de 40.000 euros HT depuis le 1er janvier 2020. Vérifier le seuil en vigueur au moment du lancement du marché

- les marchés publics de fournitures de livres non scolaires [...] de l'article R2122-9 du code de la commande publique;
- les marchés de travaux, fournitures ou services innovants au sens du second alinéa de l'article L. 2172-3 et répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000 euros hors taxes (article R2122-9-1 du CCP) ;
- les marchés de travaux inférieurs à 100 000 € HT jusqu'au 28 décembre 2024 (art 142 de la loi ASAP du 7 décembre 2020 et art 6 du décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022) .

Pour les autres marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence, l'analyse des coûts raisonnables sera effectuée sur la base de la vérification du respect de la procédure de passation du marché, dans le **respect du code de la commande publique**.

D- Les MAPA et les procédures formalisées.

Pour les marchés à procédure adaptée (MAPA) et les procédures formalisées, l'analyse des coûts raisonnables sera effectuée sur la base de la vérification du respect de la procédure de passation du marché, dans le **respect du code de la commande publique**.

Cette vérification se fera sur la base de l'ensemble des pièces du marché qui doivent être jointes à la demande d'aide ou, au plus tard, à la demande de paiement.

III- Présentation des marchés liés à l'opération

Vous devez renseigner le tableau pour tous les marchés liés totalement ou partiellement à l'opération FEADER (dès le 1^{er} euro) pour laquelle vous demandez une subvention.

Cette partie permettra au service instructeur d'identifier tous les marchés et de définir la méthode de vérification du caractère raisonnable des coûts.

IV- Pour les marchés > 40 000 € HT OU MARCHES < 40 000 € HT MAIS AVEC LE CHOIX DE PASSER PAR UNE PROCEDURE PLUS CONTRAIGNANTE, une fiche complémentaire doit être complétée.

Vous devez multiplier, en autant d'exemplaires que de marchés concernés passés pour l'opération, la fiche de présentation des marchés en prenant soin de numéroter ces marchés selon la numérotation indiquée dans le tableau précédent.

IV- Engagements du demandeur

Cette partie **doit être systématiquement complétée et signée**, quels que soit la nature des marchés et leur montant.

Zoom sur certaines obligations liées à une demande de financement européen

VERIFIER L'ELIGIBILITE TEMPORELLE DE LA DEPENSE DANS LE CADRE DU FEADER

Principe

La **dépense ne peut pas être engagée avant la date de début d'éligibilité des dépenses** fixée pour l'opération.

Dans le cadre d'un marché public, c'est la date de réception de la notification qui constitue la date d'engagement de la dépense (conformément à l'art R2182-4 du CCP). La notification doit donc être postérieure à la date de début d'éligibilité des dépenses fixée pour l'opération.

La **date de notification** est la date d'accusé de réception de la lettre de notification par le titulaire du marché.

N.B. : s'il n'y a pas d'accusé de réception de la lettre de notification, il faut rajouter 2 jours francs à la date indiquée sur la lettre de notification.

Cas particuliers

➤ **Date de notification dans le cas des marchés fractionnés**

- Les marchés à tranches optionnelles.

Pour ces marchés les éléments quantitatifs sont connus mais il existe une incertitude sur la possibilité de réaliser l'intégralité du programme. Le marché est conclu pour la tranche ferme et la ou les tranches optionnelles : la date de notification à prendre en compte est la date de notification de la tranche ferme ou de décision d'affermissement de la (ou des) tranche(s) en lien avec l'opération FEADER

- Les accords-cadres (art L2125-1 et art R2162-2 et suivants du CCP) :
 - accords cadre à bons de commandes : l'accord fixe toutes les stipulations contractuelles (R. 2162-13 et R. 2162-14.) Le marché est exécuté au fur et à mesure des besoins par émissions de bons de commande : le délai d'exécution du bon de commande part de la date de la notification du premier bon de commande en lien avec l'opération FEADER ;
 - Accords cadre à marchés subséquents : l'accord cadre fixe les éléments contractuels mais une remise en concurrence est faite si besoin (art. R. 2162-7 à R. 2162-12.). L'accord cadre s'exécute par la conclusion de marchés subséquents sur une période donnée avec une remise en concurrence des titulaires de l'accord cadre. La date de notification à prendre en compte est celle de la notification du premier marché subséquent qui concerne l'opération FEADER.

➤ **Les dépenses de maîtrise d'œuvre ou études préalables**

Les marchés de maîtrise d'œuvre concernent la réalisation d'éléments de conception, d'assistance et de suivi des travaux, généralement en amont d'un marché de travaux.

Le marché de maîtrise d'œuvre (études préalables, conception et suivi travaux) ne constitue donc pas un acte d'engagement de la dépense de l'opération présentée au FEADER.

La date à prendre en compte pour l'engagement de la dépense de l'opération présentée au FEADER sera la date de notification du marché de travaux qui pourra intervenir au cours de l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre.

Information relative à la publicité FEADER

Pour les marchés à procédure formalisée, la Directive 2014/24/UE dispose dans son annexe V partie C « Informations qui doivent figurer dans les avis de marché » point n° 24 et partie D « Informations qui doivent figurer dans les avis d'attribution de marchés » point 15 : « Préciser si le marché est lié à un projet et/ou programme financé par les fonds de l'Union ». Cette obligation doit être entendue comme imposant au pouvoir adjudicateur d'indiquer, même de manière succincte, la nature des ressources qu'elle entend mobiliser pour financer l'opération faisant l'objet d'un marché public.

Cette règle s'entend uniquement pour les marchés formalisés et pour les marchés qui se rattachent directement au projet (marchés passés pour le projet). Par conséquent, en procédure formalisée, les pouvoirs adjudicateurs sont vivement encouragés à apposer une mention sur les documents du marché (avis de consultation, avis de publicité, acte d'engagement, etc.) indiquant que le projet vise ou a obtenu un financement par le FEADER.

PIÈCES A TRANSMETTRE AU SERVICE INSTRUCTEUR AU PLUS TÔT

Les dernières pièces doivent être transmises au plus tard au dépôt de la demande de paiement.

Attention : les seuils de procédure formalisée changent tous les deux ans, le contrôle du respect des règles de la commande publique sera effectué en fonction des règles en vigueur à la date de lancement du marché.

Seuils en vigueur du 01/01/2018 <u>au</u> 31/12/2019 <i>(Voir date de lancement du marché)</i>	< 25 000 € HT	Entre 25 000 € HT et 90 000 € HT*	Entre 90 000 € HT* et seuils de procédure formalisée	Marché de travaux	Marchés de fournitures et services	
				Au-delà de 5 548 000 € HT	Autorités publiques centrales (sauf Défense) Au-delà de 144 000 € HT	Autres pouvoirs adjudicateurs : Au-delà de 221 000 € HT
Seuils en vigueur du 01/01/2020 <u>au</u> 31/12/2021 <i>(voir date de lancement du marché)</i>	< 40 000 € HT	Entre 40 000 € HT et 90 000 € HT*	Entre 90 000 € HT* et seuils de procédure formalisée	Marché de travaux	Marché de fournitures et services	
				Au-delà de 5 350 000 € HT	Autorités publiques centrales (sauf Défense) : Au-delà de 139 000 € HT	<u>Autres pouvoirs adjudicateurs:</u> Au-delà de 214 000 € HT

Seuils en vigueur à compter du 01/01/2022 (voir date de lancement du marché)	< 40 000 € HT	Entre 40 000 € HT et 90 000 € HT*	Entre 90 000 € HT* et seuils de procédure formalisée	Marché de travaux	Marché de fournitures et services	Marché de fournitures et services
				Au-delà de 5 382 000 € HT	Autorités publiques centrales (sauf Défense) : Au-delà de 140 000 € HT	Autres pouvoirs adjudicateurs : Au-delà de 215 000 € HT
Procédure	Aucune procédure imposée	Procédure Adaptée (une procédure écrite est obligatoire mais sa forme est libre et adaptée à l’objet et au montant du marché)		Procédure Formalisée		
Publicité		Publicité adaptée : - Preuve de publicité (modalités libres : encart, courriers de demande de devis, site Internet...) - Copie écran du profil acheteur (pour les marchés lancés à partir du 01/10/2018)	Publicité obligatoire : - Copie de l'AAPC publié au BOAMP ou au JAL - Copie écran du profil acheteur	Publicité obligatoire : - Copie AAPC publié au BOAMP - Copie AAPC publié au JOUE - Copie écran du profil acheteur		
Pièces à fournir	A la demande d’aide : - Pour les dépenses inférieures ou égales à 3000 €, le bénéficiaire devra présenter un seul estimatif - Pour les dépenses comprises entre 3 001 et 40 000 € HT, le bénéficiaire devra présenter au moins 2 pièces estimatives. - Toute pièce ayant permis de définir le besoin - Si MAPA, voir la colonne à droite.	- Toute pièce permettant d’estimer le montant du marché - Pièce permettant de définir le besoin et les règles de consultation : AAPC, RC, cahier des charges, lettre de commande ... - Pièces permettant de tracer l’évaluation des candidatures et des offres : - Registre de dépôt des candidatures et des offres ou compte rendu d’ouverture des plis, - Rapport d’analyse des offres et selon les situations le PV d’attribution - Notification au candidat retenu : courrier/mail de notification (et AR le cas échéant), acte d’engagement, devis signé, bon de commande... - Information aux candidats évincés : courriers de rejet, courriers de plainte/ réclamations de la part des candidats évincés (le cas échéant) - Attestation sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêts du candidat retenu - Le cas échéant, pièces relatives au passage en contrôle de légalité (à partir de 215 000 euros) - Pièces relatives à l'exécution du marché (ordre de service...) - En cas de modifications en cours d'exécution du marché : avenants - Le cas échéant, règlement interne de la structure - Ou, si choix du porteur de projet d'effectuer un marché public avec procédure formalisée : voir colonne à droite-		- CCAG et/ou CCAP - CCTG et/ou CCTP - Règlement de consultation - Registre de dépôt des candidatures et des offres ou Compte rendu d’ouverture des plis - Copie du rapport d’analyse des offres - Copie du PV des Commissions d’Appel d’Offre (CAO) - Copie de l’acte d’engagement et ses annexes dans la dernière version suite aux éventuels avenants, signé des 2 parties - Courrier de notification d’attribution / courrier(s) de rejet - Avis d’attribution publié - Notification aux candidats évincés avec motif du refus et nom du candidat retenu (au cas où cela ne figurerait pas dans le CR CAO ou le rapport d’analyse des offres) - Attestation sur l'honneur d'absence de conflit d'intérêts du candidat retenu - Le cas échéant, pièces relatives au passage en contrôle de légalité - Pièces relatives à l'exécution du marché - En cas de modifications en cours d'exécution du marché : avenants - Le cas échéant, règlement interne de la structure		

*Les règles de publicité décrites ci-dessus pour les marchés en procédure adaptée (MAPA) à partir du **seuil de 90 000 euros** s'appliquent uniquement à l'Etat, ses établissements publics autres qu'EPIC, aux Collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements.

LEXIQUE :

AAPC : Avis d'appel public à la concurrence

BOAMP : Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics

CAO : Commission d'Appel d'Offres

CCAP : Cahier des Clauses Administratives Particulières

CCTP : Cahier des Clauses Techniques Particulières

JAL : Journal d'Annonces Légales

JOUE : Journal Officiel de l'Union Européenne

Marché lancé : Marché pour lequel la consultation des entreprises a débuté (publicité ou publication du marché)

MAPA : Marché à procédure adaptée

Profil acheteur : Plateforme dématérialisée de publication des marchés

RC : Règlement de consultation